produit national brut a connu un fléchissement, le plus prononcé depuis la fin de la guerre. Pourtant, d'avril à la fin d'août de l'année dernière, même devant cet état de choses, on a gardé la masse monétaire presque inchangée.

A compter d'octobre, on a augmenté assez rapidement la masse monétaire pour faciliter l'émission des obligations des chemins de fer Nationaux du Canada et, après cette augmentation, la masse monétaire a commencé à baisser de nouveau, bien que personne ne sache au juste, je dois l'avouer, où nous en sommes maintenant à cet égard. Encore une fois, comme en 1957 et en 1958, l'augmentation de la masse monétaire est venue trop tard et a été décidée non pas pour des raisons de saine politique monétaire, mais en fonction de la gestion de la dette. On ne peut en tirer qu'une conclusion: cette politique monétaire, à laquelle le gouvernement prétend n'avoir rien à voir est devenue un simple moyen de régler la dette dont il accepte l'entière responsabilité. C'est lorsque les emprunts du gouvernement entraînent une saturation du marché des valeurs que l'offre augmente sur le marché; autrement, elle demeure plus ou moins uniforme, peut-être pour minimiser la puissance inflationniste engendrée non pas par une prospérité exceptionnelle et par une expansion, mais par des augmentations irrégulières et rapides imposée par la gestion de la dette.

Voilà, monsieur l'Orateur, ce que nous pensons de l'emploi fait par le gouvernement de la politique monétaire, politique dont il prétend se laver les mains. Bref, le crédit et le flot des devises n'ont pas été réglés comme le demande la loi «pour mitiger les fluctuations du niveau général de la production, du commerce, des prix et de l'emploi de la main-d'œuvre». Le rôle primordial de la Banque du Canada, qui consiste à mettre en vigueur la politique monétaire, a été subordonné aux exigences de son rôle secondaire d'agent financier du gouvernement.

J'admets, monsieur l'Orateur, que je formule là une critique très sévère, mais n'est-elle pas confirmée, du moins implicitement, par le gouverneur même de la Banque dans les discours qu'il a faits, à titre de fonctionnaire de l'État, sur des questions dont la responsabilité incombe, en dernier ressort, au gouvernement et non à lui-même? Pour ces raisons, nous croyons qu'il y aurait lieu d'examiner la nature, les tendances et toute la question de la politique monétaire du gouvernement. Est-il sage, par exemple, de permettre que le taux de l'intérêt bancaire soit déterminé par le taux moyen des bons du Trésor établi chaque semaine à l'enchère? Pourquoi la Banque n'a-t-elle jamais eu recours au pouvoir qui lui a été donné en 1954

en matière de réserves en espèces, plutôt que d'établir un régime de disponibilités minimum qui n'est pas prévu par la loi?

Pourquoi notre politique monétaire n'a-t-elle pas, depuis 1957, fourni l'apport demandé par la loi pour mitiger les régressions économiques et pourquoi le gouverneur croit-il qu'il n'existe aucune responsabilité en ce sens, comme il l'a dit récemment dans un discours à Terre-Neuve?

On me permettra bien d'ajouter quelques mots en guise de conclusion avant de proposer l'amendement.

L'orientation générale de notre politique monétaire a été critiquée fortement, et à bon droit, depuis l'automne de 1957, par de nombreux experts hautement respectés, sinon par tous,—banquiers, économistes, rédacteurs financiers, commentateurs et autres financiers. Récemment, ces critiques ont augmenté tant en nombre qu'en violence. Voici maintenant, s'il faut en croire la rumeur, que le gouvernement aurait l'intention d'établir une autre commission royale d'enquête sur les opérations de la Banque du Canada d'une façon générale et sur ces critiques. Sans doute cette décision pourrait retarder de deux ou trois ans la solution d'un problème pressant et important qu'aucune commission royale ne peut résoudre.

Dans les circonstances économiques actuelles, il est tout à fait normal de s'attendre qu'on critique notre politique monétaire. Ces critiques, si elles sont légitimes, valides, ne devraient pas susciter une commission royale mais un changement de politique de la part du gouvernement. Autant que je puisse voir, cependant, ce n'est pas là l'aspect le plus important du problème actuel. Il est extrêmement regrettable, à vrai dire, que la Banque du Canada soit devenu l'objet de la controverse actuelle, car cela peut affaiblir gravement le prestige et l'autorité d'une institution absolument essentielle, prestige et autorité qui ont toujours été considérables et lui ont valu le respect de tous depuis sa création. Pourtant, monsieur l'Orateur, ce danger, cette malheureuse éventualité,—je n'en dirai pas davantage,—est devenu presque inévitable à cause du vide créé par le refus du gouvernement à assumer quelque responsabilité que ce soit, en matière de politique monétaire. On pourrait résumer le problème central à la question suivante: Qui est ou devrait être responsable de la politique monétaire générale?

Selon moi nous ne saurions attendre deux ou trois ans pour obtenir une réponse à cette question, et résoudre un problème aussi fondamental. Tous les honorables députés ici présents, j'en suis sûr, conviendront que sous notre régime de gouvernement responsable